



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 25 février 2022

Sommaire

Fait marquant

- 24 projets de stockage d'électricité de longue durée vont bénéficier de fonds du Gouvernement

Climat & Energie

- Le Gouvernement débloque la première tranche de financement du plan *Home Upgrade Grant (HUG)* visant à réduire la facture énergétique des ménages les plus défavorisés
- *Green Alliance* juge antiéconomique la poursuite de la production de pétrole et de gaz en mer du Nord
- *Renewable UK* appelle le Gouvernement écossais à installer davantage d'éoliennes terrestres

Environnement

- *GrowUp Farms* obtient un financement de 100 M£ pour la construction d'une ferme verticale dans le Kent
- Les brûleurs à bois des particuliers constituent la première source de particules fines au RU

Industrie

- Les contribuables pourraient être obligés de financer en partie les travaux de sécurisation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables
- La *UK Steel Procurement Taskforce* publie son rapport définitif

Transport

- Le ministère des Transports (*DfT*) prolonge jusqu'au 25 février l'aide financière accordée à *TfL (Transport for London)*

- Les compagnies de bus et les autorités locales s'inquiètent de la fin du soutien financier lié à la pandémie

Fait marquant

24 projets de stockage d'électricité de longue durée vont bénéficier de fonds du Gouvernement

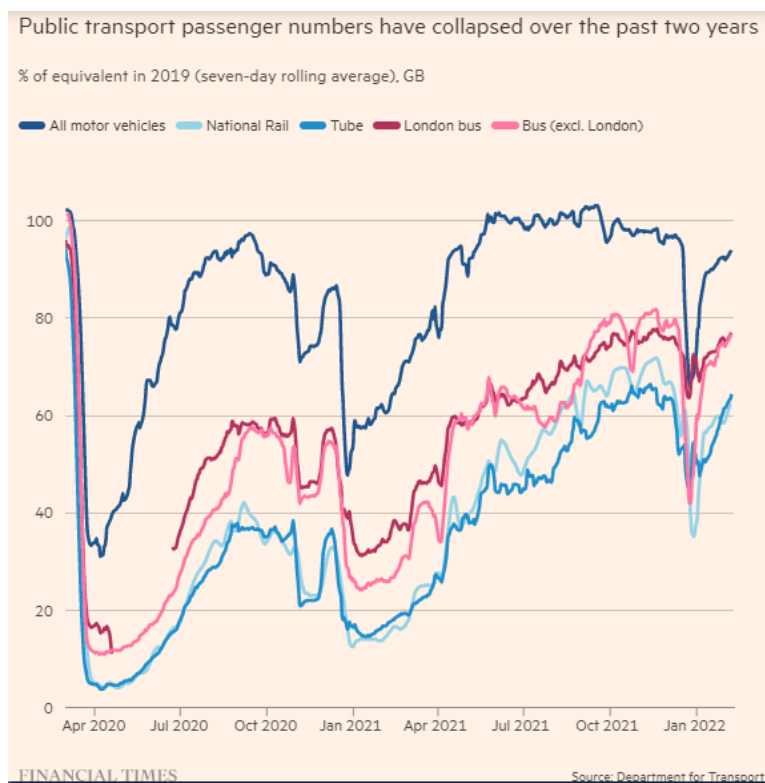
Dans le cadre du concours ([Longer Duration Energy Storage Competition](#)) visant à récompenser les projets innovants de stockage d'énergie de longue durée, 24 projets ont été sélectionnés par le Gouvernement. La première vague de financement de ce concours (6,7M£) doté de 68 M£ au total doit permettre aux entreprises d'optimiser leurs technologies et d'attirer des investissements privés. Les technologies récompensées (hydrogène, chaleur, gravité notamment) doivent permettre de stocker de l'énergie renouvelable pendant plusieurs jours, semaines, voire mois, avant d'être libérée pendant les périodes où la production des énergies éolienne et solaire est relativement faible. Le ministère de l'Economie et de l'Energie (*BEIS*) a déclaré que les projets retenus pourraient bénéficier de davantage de financements dans le cadre d'une deuxième phase du concours afin de permettre la commercialisation complète de ces technologies. L'annonce des lauréats intervient quelques jours seulement après qu'une nouvelle analyse du cabinet de recherche [Aurora Energy Research](#) a calculé que le RU aura besoin de 24GW de capacité de stockage d'énergie de long terme (contre 3GW aujourd'hui) pour décarboner totalement son réseau électrique d'ici à 2035 et gérer des périodes prolongées de faible production d'énergie renouvelable. Un développement massif des capacités de stockage de long terme d'ici à 2035, selon le cabinet de recherche, permettrait chaque année de réduire les émissions de CO2 de 10M de tonnes par an, d'économiser 1,13Md£ dans la gestion du réseau électrique et de réduire la production d'électricité issue du gaz à hauteur de 50TW.

Le chiffre de la semaine

77 %

C'est le pourcentage de producteurs britanniques qui s'attendent à une hausse des [prix](#) dans les trois prochains mois, soit le plus haut niveau depuis décembre 1976 selon les données publiées par la *Confederation of British Industry (CBI)*. La *CBI* appelle le gouvernement à maintenir les mesures de déductions fiscales sur les investissements (*super deduction*) décidées pendant la pandémie, et qui doivent prendre fin en 2023, afin de favoriser une hausse des investissements et de la productivité dans un contexte de difficultés financières persistantes pour l'industrie manufacturière britannique.

Le graphique de la semaine



Si le nombre de trajets par voiture a quasiment retrouvé son niveau pré-pandémique, la [fréquentation](#) des bus et trains s'établit toujours à environ 75% des niveaux observés avant le printemps 2020. Les représentants du secteur estiment que la fréquentation « passagers » pourrait mettre plusieurs années à retrouver son niveau pré-pandémique. La reprise du secteur est également freinée par la réduction des investissements publics, la baisse voire l'arrêt des aides financières octroyées pendant la pandémie et les demandes du Trésor visant à réduire les coûts de fonctionnement, notamment dans le ferroviaire. Les différents opérateurs craignent que ces éléments ne les contraignent à réduire leur niveau de service, une tendance qu'il sera par la suite très difficile d'inverser. Une réduction des investissements dans les services de transports en commun risque également de nuire à l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050, ces derniers représentant plus d'un quart des émissions de carbone britanniques.

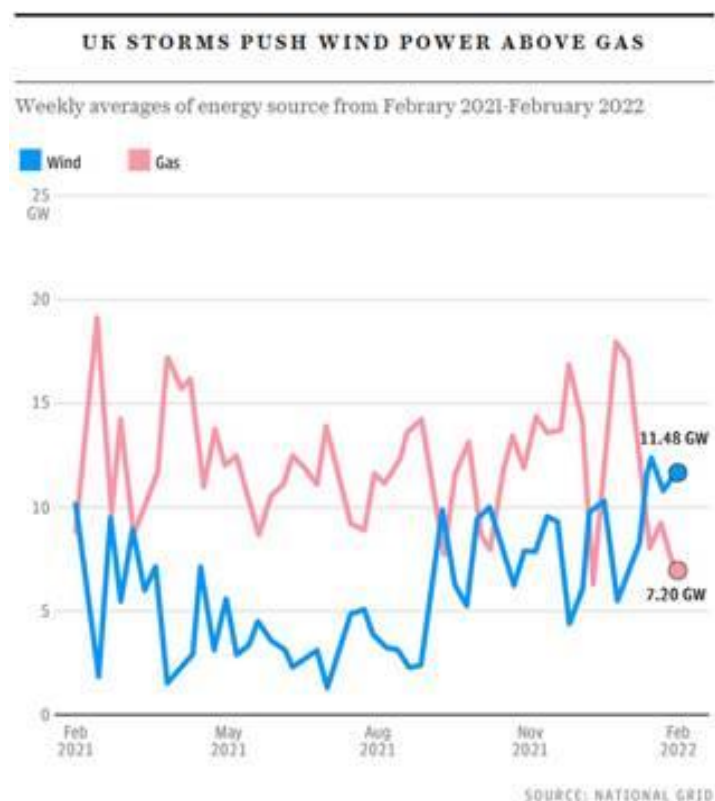
Climat & Energie

Flash – Le RU et la Belgique ont signé le 23 février [un protocole d'entente](#) visant à approfondir leur coopération bilatérale sur les sujets relatifs aux interconnexions électriques, à l'éolien *offshore*, à l'hydrogène décarboné et à la capture et au stockage du carbone.

Flash – La banque britannique [Natwest](#) s'engage à ne plus financer les projets de développement des centrales à charbon et à limiter ses prêts aux compagnies pétrolières et gazières

Flash – La production d'électricité de source éolienne maritime (11,48GW) a dépassé le week-end dernier la part d'électricité issue des centrales à gaz (7,8GW). Le prix du Mwh a ainsi baissé

de 11% pour atteindre 140£/Mwh en raison de la tempête Eunice et des forts vents ayant balayé le RU.



Flash – L’entreprise britannique Vu lancera en orbite terrestre à partir de 2023 une flottille de sept satellites thermosensibles pour mieux identifier les pertes d’efficacité énergétique des bâtiments et ainsi lutter plus efficacement contre le réchauffement climatique. Les satellites sont en cours de construction à Guildford (sud de l’Angleterre).

Le Gouvernement débloque la première tranche de financements du plan *Home Upgrade Grant (HUG)* visant à réduire la facture énergétique des ménages les plus défavorisés

Le secrétaire d’Etat à l’Energie, [Lord Callanan](#) a annoncé le 21 février le déblocage de 67 M£ sur les 950 M£ prévus dans le cadre [du HUG](#) entre 2022 et 2025 pour réduire la précarité énergétique des ménages les plus défavorisés. Les 67 M£ seront distribués sous forme de subventions à 22 autorités locales en Angleterre et permettront de financer des travaux d’isolation et de remplacement des systèmes de chauffage hautement émetteurs (fioul, bouteilles de gaz) par des sources bas carbone. Près de 4 300 ménages à faibles revenus bénéficieront d’un chèque allant jusqu’à 200 £ pour entreprendre des travaux d’efficacité d’énergétique. Le *HUG* s’inscrit dans le plan du Gouvernement de décarbonation des immeubles et logements doté de 6,6 Md£ (2019-2025). Le Gouvernement a parallèlement annoncé un paquet de mesures à hauteur de 9,1 Md£ pour aider les ménages à faire face à la hausse des prix de l’énergie (cf. veille n°6).

Green Alliance juge antiéconomique la poursuite de la production de pétrole et de gaz en mer du Nord

Dans son nouveau rapport ([The last drop: why it is not economic to extract more oil and gas from the North Sea](#)), le think tank [Green Alliance](#) juge non rentable la poursuite de la production de pétrole et de gaz en mer du Nord en raison de la baisse continue des ressources exploitables et de l'augmentation des coûts d'extraction. Le think tank indique également qu'une augmentation des coûts liés au décommissionnement des plateformes *offshore*, qui font actuellement l'objet de déductions d'impôts importantes pour les compagnies pétrolières - très critiquées par les associations écologistes - pourraient augmenter dans les années à venir. [Green Alliance](#) juge que ces déductions pourraient peser sur les finances publiques et limiter les rentrées fiscales au détriment des contribuables. [Green Alliance](#) appelle également le Gouvernement à cesser tout soutien aux compagnies pétrolières alors que ce dernier pourrait autoriser l'ouverture de six nouveaux forages en mer du Nord en 2022.

Le Climate Change Committee se prononce sur le développement du secteur pétrolier et gazier en mer du Nord

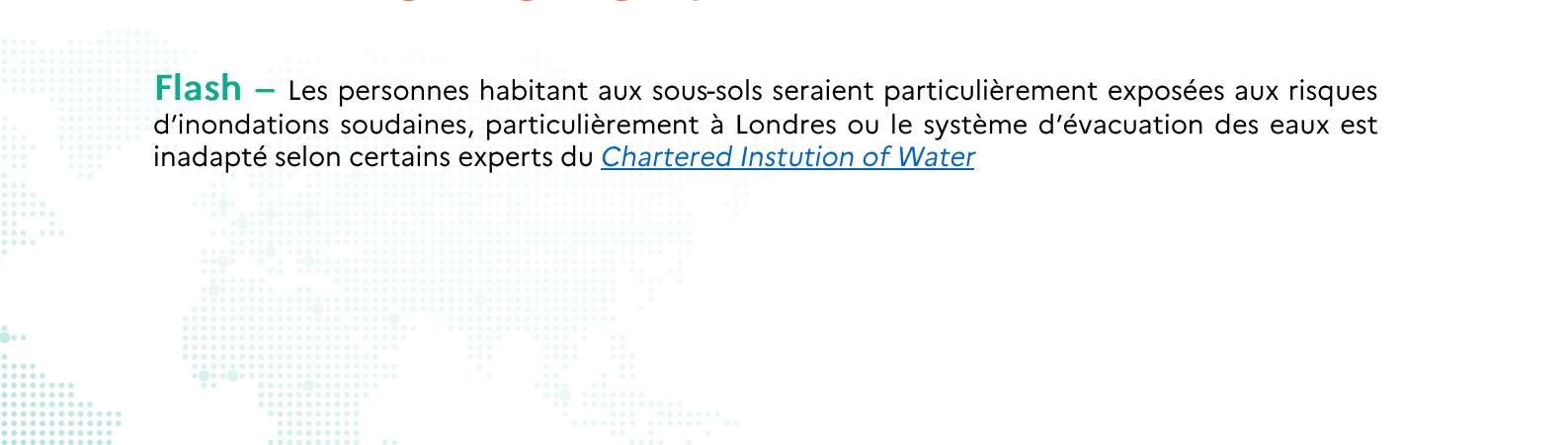
Le président du *Climate Change Committee* (CCC), Lord Deben, a indiqué dans [une lettre rendue publique](#) le 24 février, adressée à Kwasi Kwarteng, ministre de l'Economie et de l'Energie, qu'il n'était pas en mesure de mesurer l'impact climatique global de l'ouverture envisagée de nouveaux forages en mer du Nord et que cette décision, d'abord politique, pouvait s'appuyer sur d'autres considérations prenant notamment en compte la sécurité d'approvisionnement du RU. Le CCC a toutefois accueilli favorablement l'engagement du Gouvernement visant à mettre en place des « tests de compatibilité » (*climate checkpoint*) des nouveaux projets d'exploration avec les engagements climatiques britanniques et a appelé à mettre en place ces mêmes tests en matière de production.

Renewable UK appelle le Gouvernement écossais à installer davantage d'éoliennes terrestres

[Renewable UK](#) qui rassemble les professionnels du secteur des énergies renouvelables au RU a appelé le Gouvernement écossais à installer davantage d'éoliennes terrestres en s'appuyant sur un sondage récent de *Survation* indiquant un fort soutien des écossais à un tel développement. L'Ecosse qui produit déjà 8,65GW de source éolienne terrestre sur les 11GW que compte le RU pourrait déployer, selon [Renewable UK](#), 12GW de capacité additionnelle d'ici 2030. Ce déploiement permettrait de réduire la dépendance aux énergies fossiles (gaz notamment) pour la production d'électricité.

Environnement

Flash – Les personnes habitant aux sous-sols seraient particulièrement exposées aux risques d'inondations soudaines, particulièrement à Londres où le système d'évacuation des eaux est inadéquat selon certains experts du [Chartered Institution of Water](#)



Flash – [Si certains chercheurs](#) anticipent davantage d’alertes rouges du *Met Office* à moyen terme au RU en raison du changement climatique, le ministre de l’Economie et de l’Energie [Kwasi Kwarteng](#) a indiqué que les événements climatiques extrêmes pourraient devenir la norme au RU à la suite du passage de trois tempêtes en moins d’une semaine.

GrowUp Farms obtient un financement de 100 M£ pour la construction d’une ferme verticale dans le Kent

L’opérateur spécialisé dans l’agriculture verticale, [GrowUp Farms](#), a obtenu 100 M£ de la société d’investissement *Generate Capital* pour financer la construction d’une ferme verticale à Sandwich, dans le Kent. *GrowUp Farms*, qui a participé au programme d’accélération piloté par le *Grantham Institute* en 2013, est un pionnier de l’agriculture en environnement contrôlé. La ferme à faible émission de carbone devrait permettre de produire et distribuer des salades aux supermarchés britanniques tout au long de l’année.

Les brûleurs à bois des particuliers constituent la première source de particules fines au RU

Les particules fines provenant [de brûleurs à bois](#), représenteraient 17% du montant total de particules au RU et non 38% comme l’indiquaient de précédentes études. Les brûleurs à bois et cheminées continueraient toutefois d’être la principale source d’émission de particules fines, devant le secteur automobile.

Industrie

Flash – Les différentes [organisations professionnelles](#) britanniques ont critiqué la décision du Gouvernement de mettre fin aux obligations d’isolement après une infection au Covid et à la gratuité des tests. Le secteur de l’hôtellerie-restauration a pour sa part accueilli favorablement ces mesures mais a demandé un maintien des aides financières au secteur.

Flash – L’équipe britannique R&D de [Polestar](#), constructeur suédois de voitures électriques de luxe, a développé un nouveau procédé de fabrication pour assembler les véhicules produits à partir d’aluminium collé, matériau plus léger que l’acier. Ce procédé permettrait d’assembler en même temps châssis et carrosserie, réduisant les temps et coûts de production.

Flash – [Aston Martin](#) a enregistré une perte d’exploitation de 76,5M£ en 2021 contre 323M£ en 2020. L’entreprise prévoit d’augmenter de 8% sa production en 2022 et devrait d’ici 2024 proposer à la vente une nouvelle « *supercar* » hybride rechargeable.

Flash – Warren East, directeur général de l’entreprise aérospatiale [Rolls-Royce](#), quittera ses fonctions à la fin de l’année.

Les contribuables pourraient être obligés de financer en partie les travaux de sécurisation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables

Après l'incendie de la *Grenfell Tower* en 2017, le Gouvernement avait mobilisé 5,1Md£ pour retirer les [revêtements](#) inflammables (*cladding*) de plusieurs bâtiments dont la hauteur dépassait 18 mètres. Depuis janvier 2020, ceux dont la hauteur est comprise entre 11,5 et 18 mètres sont également soumis à une obligation de travaux de sécurisation, pour un coût estimé à 4Md£. Michael Gove, secrétaire d'Etat en charge du Logement, souhaite que les promoteurs immobiliers et les fabricants de matériaux au RU financent intégralement ces travaux. La *Home Builders Federation* a souligné que le Gouvernement, qui réglemente les normes de construction, et les entreprises étrangères *Kingspan* (Irlande) et *Arconic* (Etats-Unis) impliquées dans la vente de ces revêtement avaient également une part de responsabilité dans la crise actuelle. S'adressant à la chambre des Communes cette semaine, et face au refus du secteur immobilier de financer intégralement les travaux de sécurisation, Michael Gove a reconnu la responsabilité du Gouvernement dans cette crise et a indiqué qu'il devrait prendre en charge une partie des coûts des travaux.

La UK Steel Procurement Taskforce publie son rapport définitif

Créé en mars 2021, ce [groupe de travail](#) rassemble les représentants de l'industrie sidérurgique et des membres du Gouvernement. Son objectif est d'identifier les difficultés d'accès de producteurs britanniques aux marchés publics au RU et les moyens d'y remédier. Le [rapport](#) présente sept recommandations notamment l'obligation, dans le cadre de marchés publics, de mentionner l'origine de l'acier utilisé ; la révision du *Public Procurement Note* afin que le texte prévoit des exigences de « bonnes pratiques » ; la création d'une norme britannique sur l'acier (*steel standard*) et une collaboration entre le Gouvernement et le secteur pour étudier la possibilité que les documents de candidature fassent référence à des normes britanniques, en l'absence de normes harmonisées (généralement issues de la législation européenne).

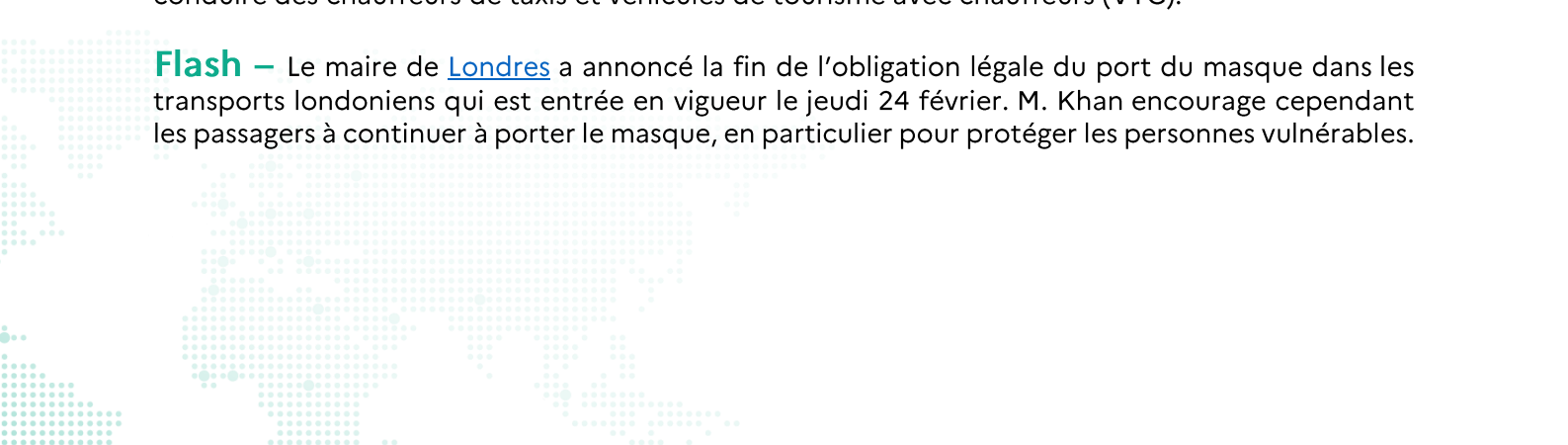
Transport

Flash – Près de 15 000 « [vols fantômes](#) » (opérant sans passagers ou à moins de 10% de leur capacité) auraient décollé depuis des aéroports britanniques entre mars 2020 et septembre 2021, selon des données fournies par le secrétaire d'Etat à l'Aviation Robert Courts en réponse à une question parlementaire.

Flash – L'aéroport d'[Heathrow](#) compte sur la reprise des vols de loisir cet été pour aider au redémarrage de son activité, après que le nombre de passagers transitant par l'aéroport londonien a atteint en 2021 son plus bas niveau depuis 1972.

Flash – Le 4 mars, la Chambre des Lords examinera en deuxième lecture le [Taxis and Private Hire Vehicles Bill](#). Bénéficiant d'un soutien transpartisan, ce texte vise à créer une base de données nationale comportant les informations relatives aux refus, suspensions et révocations des permis de conduire des chauffeurs de taxis et véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC).

Flash – Le maire de [Londres](#) a annoncé la fin de l'obligation légale du port du masque dans les transports londoniens qui est entrée en vigueur le jeudi 24 février. M. Khan encourage cependant les passagers à continuer à porter le masque, en particulier pour protéger les personnes vulnérables.



Flash – [John Menzies](#), société de services aéroportuaires basée à Edimbourg, a accepté une offre de rachat de NAS, l'une des filiales d'Agility Public Warehousing, groupe koweïtien spécialisé dans la logistique.

Le ministère des Transports (DfT) prolonge jusqu'au 25 février l'aide financière accordée à TfL (Transport for London)

L'accord de financement ([funding settlement](#)) conclu entre [TfL](#) et le DfT arrivait à échéance le 18 février. Cette nouvelle prolongation fait suite à une demande de TfL et doit permettre à l'opérateur et à la mairie de Londres d'étudier les propositions faites par le DfT dans le cadre d'un nouvel accord de financement. TfL et Sadiq Khan ont régulièrement appelé à un soutien financier de plus long terme permettant à l'opérateur d'atteindre l'équilibre financier d'ici à avril 2023, tout en poursuivant les investissements nécessaires au bon fonctionnement des transports londoniens. Le DfT, qui a déjà octroyé plus de 4,5Md£ d'aides à TfL depuis le printemps 2020, continue cependant d'écarter cette possibilité.

Les compagnies de bus et les autorités locales s'inquiètent de la fin du soutien financier lié à la pandémie

Les aides financières accordées aux compagnies de [bus](#) pendant la pandémie prendront fin à compter du 5 avril. Alors que la fréquentation des bus n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémique, l'absence d'un nouveau soutien financier pourrait conduire à la suppression d'au moins un tiers des services selon la *Confederation of Passenger Transport (CPT)*. Dans une lettre adressée au ministre des Transports Grant Shapps, la ministre « fantôme » des transports, Louise Haigh alerte sur un futur « déclin » qui pénalisera des « millions de personnes » dépendantes du bus pour leurs déplacements. Les opérateurs et autorités locales se sont montrés particulièrement critiques face à la réduction des investissements annoncés lors de la publication de la stratégie de *Bus Back Better* en mars 2021. Destinée à améliorer les services de bus en Angleterre, elle devait bénéficier d'un fonds de 3Md£ disponibles jusqu'en 2025. La revue des dépenses de l'automne 2021 n'a cependant confirmé qu'1,2Md£ pour la période 2022-2025, le Gouvernement estimant que les aides d'urgence au secteur (1,7Md£) étaient incluses dans le total présenté dans la *Bus Back Strategy*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international